



HAL
open science

Livrable chapeau: laboratoire des transitions 2022

David Giband, Audrey Dupont -Camara, Jérémie Cavé, Agnieszka Jeziorski,
Jean Marc Lange, Léa Sebastien

► **To cite this version:**

David Giband, Audrey Dupont -Camara, Jérémie Cavé, Agnieszka Jeziorski, Jean Marc Lange, et al.. Livrable chapeau: laboratoire des transitions 2022. MSH SUD; MSH Toulouse; Région Occitanie. 2024. hal-04779148

HAL Id: hal-04779148

<https://hal.science/hal-04779148v1>

Submitted on 13 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL
open science

Livrable chapeau : laboratoire des transitions 2022

David Giband, Aurélie Dupond-Camara, Jérémie Cavé, Agnieszka Jeziorski,
Jean-Marc Lange, Léa Sébastien

► To cite this version:

David Giband, Aurélie Dupond-Camara, Jérémie Cavé, Agnieszka Jeziorski, Jean-Marc Lange, et al..
Livrable chapeau : laboratoire des transitions 2022. MSH SUD; MSH Toulouse; Région occitanie.
2022, pp.33. hal-04630969

HAL Id: hal-04630969

<https://hal.science/hal-04630969v1>

Submitted on 1 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

LIVRABLE CHAPEAU

NOVEMBRE 2022

Laboratoire des Transitions



Sommaire

Sommaire.....	3
Préambule : à propos des livrables, essai de cartographie	5
Les livrables formalisés	5
Les autres productions du Laboratoire des Transitions	6
1. Pourquoi un Laboratoire des Transitions en Occitanie ?.....	7
1.1. La genèse du laboratoire et l'intention de la Région dans cette initiative	7
L'intention de la Région	7
L'intention des Maisons des Sciences de l'Homme (MSH) et la rencontre avec la Région	8
1.2. La préparation des chantiers mis en œuvre dans le cadre du laboratoire..	11
Deux chantiers exploratoires	11
Une collaboration avec les MSH	11
2. La mise en place des chantiers du laboratoire.....	12
2.1. Deux MSH complémentaires.....	12
2.2. L'amorçage des chantiers.....	13
Repérage de travaux de recherche autour du zéro déchet et de l'engagement citoyen : un état de l'art pour guider les choix.....	13
Entrée en dialogue et embarquement des chercheurs dans l'aventure.....	15
3. La structuration du dispositif d'expérimentation : pilotage, évaluation embarquée et chantiers.....	17
3.1. Pilotage et évaluation embarquée de l'expérimentation.....	17
3.2. Equipe chantier « Engagement citoyen »	19
3.3. Equipe chantier « Zéro déchet »	20
4. Les valorisations, les perspectives du Laboratoire des Transitions	23

4.1.	Enjeux d’information, de communication et de valorisation	23
	Publics cibles	23
	Objectifs de la valorisation et messages clés.....	24
	Formats de valorisation	25
4.2.	Chemin d’impact	25
4.3.	Les recommandations du comité de suivi en fin d’expérimentation	28
	La structuration se réalise à deux niveaux	29
	Le financement	29
	Annexe 1 : Arbre à problèmes	31
	Annexe 2 : Chemin d’impact	32

Préambule : à propos des livrables, essai de cartographie

La collaboration initiée par le Laboratoire des Transitions en partenariat avec les Maisons des Sciences de l'Homme (MSH) voulait échapper à une relation de type client / prestataire. Il n'était donc pas prévu, à l'instar de ce qui est habituel dans ce cadre-ci, de listes de formats de livrables attendus.

Pour autant, malgré ce manque ou peut-être grâce à lui, nous observons une grande richesse de ceux-ci en fin d'expérience.

Au fil du temps, et dès la production d'un livrable intermédiaire à mi-parcours, il est apparu opportun de ne pas se limiter à un seul livrable mais plutôt de spécifier des livrables, afin de permettre un accès et une lecture plus facile.

En effet, chaque livrable est abordable séparément et met en relief l'un des aspects de l'expérience avec une visée particulière.

Le livrable intermédiaire : un livrable intégral

Il a permis une première formalisation de l'expérience à mi-parcours (mai 2022) et a constitué un jalon important. Il comporte à cette date l'état des productions des chantiers, les enseignements de l'évaluation embarquée, ainsi que les réflexions du groupe de gouvernance.

C'est à ce stade que la spécification des livrables a été choisie pour rendre compte de la suite de l'expérimentation en fin de parcours.

Les livrables formalisés

Ceux ciblés sur l'objet Laboratoire des Transitions

Le rapport final chapeau : c'est le livrable global, le chapeau des livrables, qui a vocation à retracer ce qu'est Le Laboratoire des Transitions.

La vidéo : une vidéo sur l'intention, les manifestations, les potentialités de l'expérience du Laboratoire des Transitions.

L'évaluation embarquée : ce dispositif original d'évaluation, qui s'est aussi hybridé au fil de l'expérience, a également contribué au pilotage de celle-ci.

Il fait l'objet d'un livrable spécifique.

Le chemin d'impact : cette méthode qui a été expérimentée par les membres en charge de la gouvernance du Laboratoire des Transitions figure en annexe du rapport final.

Ceux ciblés sur les sujets des chantiers

Le rapport final du chantier Déchets / Habitat Durable : c'est la contribution à l'action publique, elle a été orientée vers une contribution au projet de Plan Habitat Durable.

Le rapport final engagement citoyen : c'est la contribution à l'action publique, elle a pris la forme d'un guide des leviers et des freins à l'engagement des citoyens.

Les états de l'art : étape importante du début du processus, elle a permis, dans chaque chantier, de mieux cadrer le sujet ainsi que d'identifier les chercheur-ses sur ces thématiques.

Les autres productions du Laboratoire des Transitions

Elles ne constituent pas à proprement parler de livrables, mais sont mentionnées ici comme des productions à part entière de l'expérience.

Les enregistrements et compte rendu de réunion : comité de suivi, chantiers, réunions de suivi ou thématiques comme la valorisation (qui a produit la vidéo).

Les productions ou collaboration : sous teams, klaxoon, messagerie.

Les dialogues des chercheurs et de la Région ; ils ont pris des formes diverses, parmi lesquelles :

- Un entretien avec la Vice-Présidente en charge du Climat, du Pacte Vert et de l'Habitat, dans le cadre du chantier Déchet / Habitat Durable.
- Un questionnaire sur la réponse commune à un Appel à Projet de l'Agence nationale de la recherche ANR (stabilisation de questions de recherches, constitution d'un consortium).
- La participation à la soutenance d'un master dans le cadre du chantier engagement citoyen.
- Des échanges afin d'identifier des laboratoires susceptibles de proposer un étudiant dans le cadre d'un projet de CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la Recherche).

1. Pourquoi un Laboratoire des Transitions en Occitanie ?

1.1. La genèse du laboratoire et l'intention de la Région dans cette initiative

L'intention de la Région

Depuis 2016, la nouvelle Région Occitanie a engagé un important travail de transformation de l'action Régionale, qui soit davantage empreinte d'intelligence collective, d'écoute et de co-construction avec les usagers, les citoyens, et les habitants. C'est dans ce cadre que des approches de design de services appliquées aux politiques publiques ont progressivement irrigué l'ensemble des champs d'intervention de la collectivité, et impliqué de plus en plus d'élus, d'agents, mais aussi de partenaires.

Les citoyens eux-mêmes ont directement été associés à un nombre croissant de démarches participatives et de co-décision, au travers de grandes consultations, d'états généraux thématiques, de rencontres de terrain, de budgets participatifs, ainsi que d'une grande Convention citoyenne, en 2020.

Pour autant, il est rapidement apparu que cette mise en dynamique, également partagée, à des degrés divers, par de plus en plus de collectivités infra-Régionales, et de nombreux services de l'Etat en Région, n'incluait pas les acteurs scientifiques et universitaires, et qu'il convenait d'y remédier. Objectif : que leur pensée équilibre les seules expériences de terrain, que ces dernières soient appréhendées de manière directe auprès des habitants, ou de manière indirecte dans le cadre de la démocratie représentative et des expertises métiers placées à son service.

L'aggravation continue du phénomène des fake news, et la difficulté croissante à nourrir le débat public d'informations sûres, vérifiées, et objectives sont également apparues comme des problèmes urgents à traiter, car minant l'exercice même de la démocratie.

Enfin, à l'heure d'un monde en profonde mutation, le constat d'une accélération constante des transitions nécessaires dans tous les domaines, a réactivé l'urgence d'une

intégration de la prospective, dont les racines puisent aussi dans la culture scientifique, telle qu'elle se construit, chaque jour, dans les laboratoires de recherche.

C'est la raison pour laquelle, dès l'automne 2019, la Direction de la recherche et de l'enseignement supérieur, et la Direction de la coordination de l'innovation de la Région, ont entrepris, avec le soutien actif de Bertrand Monthubert, conseiller Régional délégué à la culture scientifique et technique, d'imaginer les bases d'un dispositif hybridant recherche et innovation publique administrative, afin de confronter leurs regards et expériences respectives, et d'établir, par le biais d'une expérimentation portant sur quelques sujets types d'intérêt Régional, une preuve de concept susceptible d'enrichir la Fabrique des politiques publiques, etc.

Dans le cadre de ce « Laboratoire des Transitions », l'objectif n'est pas d'initier de nouveaux travaux de recherche mais de s'appuyer sur des compétences existantes pour éclairer des sujets d'intérêt, en complémentarité avec d'autres espaces de réflexion comme le CESER (conseil économique, social et environnemental Régional) notamment. En lien étroit avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, il s'agit d'alimenter les réflexions collectives visant à l'émergence d'un nouveau modèle de développement, pour éclairer ces enjeux, locaux et globaux, pour adapter les politiques publiques (etc.) mais aussi d'organiser le dialogue entre Science et attentes sociétales, entre chercheurs et acteurs publics (élus, fonctionnaires, etc.).

Ainsi, trois sujets d'intérêt Régional ont été abordés :

« Zéro déchet » et « Engagement citoyen » avec l'appui des Maisons des Sciences de l'Homme d'Occitanie (MSHS-T et MSH SUD).

« Impacts du changement climatique en Occitanie » en partenariat avec l'Observatoire Midi Pyrénées (expérience encore en cours et qui n'est pas intégrée dans le présent livrable).

L'intention des Maisons des Sciences de l'Homme (MSH) et la rencontre avec la Région

Sur cette base, la Région Occitanie, en la personne de Philippe Haertel, s'est tournée vers les deux Maisons des Sciences de l'Homme d'Occitanie (MSHS-T et MSH SUD) pour l'accompagner dans l'émergence d'un Laboratoire des transitions exploratoire mettant en relation des experts des politiques publiques de la Région avec des chercheurs sur deux sujets : « Zéro déchet » et « Engagement citoyen ».

Pour les deux MSH d'Occitanie, cette demande s'inscrit en particulier dans le cadre du renouvellement des questions « Sciences-société » (porté à l'échelle ministérielle par le

dispositif « Sciences avec et pour la société », SAPS), travaillées dans les MSH via une approche collaborative du monde social.

Les collaborations entre acteurs académiques et non académiques sont en effet trop souvent réduites à l'idée de contrats avec des industriels ou au dépôt de brevets, ou bien circonscrites à la seule approche diffusionniste (CSTI, Culture Scientifique Technique et Industrielle), nécessaire, mais insuffisante pour traduire la richesse des collaborations possibles et d'ores-et-déjà à l'œuvre. Il existe, en effet, de multiples autres formes adaptées aux échanges avec des citoyens (individuellement ou collectivement) sans impliquer nécessairement de contrepartie financière ou se réduire à de descendantes opérations de diffusion. Passées sous silence car a priori hors cadre des équipes et des chercheurs (historiquement, peu de place par exemple dans les procédures d'évaluation Hcéres, CNRS, universités, etc.), elles ont pourtant une portée scientifique, sociale et pédagogique non négligeable.

Ces évolutions prennent place plus globalement au sein d'une société en mutation. La consolidation de ce qu'on identifie aujourd'hui comme une forme plus ou moins nouvelle de « société de la connaissance », autrement dit d'une société de plus en plus informée et, au-delà, de mieux en mieux formée, se traduit notamment par l'émergence de ce qu'on qualifie aujourd'hui de « tiers secteur de la recherche ». Ce dernier regroupe des « activités de recherche, d'innovation et de production de savoirs et de connaissances du secteur non marchand (associations, syndicats, collectivités territoriales, etc.), du secteur marchand à but non lucratif (économie sociale et solidaire, groupements professionnels, etc.) et des organisations à but lucratif de petite taille (auto-entrepreneurs, groupements agricoles ou artisanaux, etc.) » (ALLISS : pour une ALLiance Sciences et Sociétés). La constitution et le dynamisme de ce tiers secteur, de mieux en mieux organisé et documenté, interrogent profondément la place de la science en société, et ce sur plusieurs modes. Allant de l'appel à une plus large diffusion des connaissances scientifiques, et au-delà à une véritable co-construction des savoirs afin notamment de mieux documenter et outiller l'action politique, économique, sociale et culturelle, jusqu'à des formes plus revendicatives pointant une forme d'injustice épistémique ou questionnant a minima le monopole de la recherche académique sur la production de connaissances scientifiques, les interrogations adressées au monde de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) par ce tiers secteur reposent plus globalement sur un intéressant renouveau des questionnements ordonnant les relations entre recherche et action et entre les savoirs « savants » et d'autres formes de savoirs (d'expertise, expérientiels, locaux, etc.), dans un appel à une forme de partenariat renouvelé entre la recherche et le monde social dans lequel elle évolue.

Mais si les dynamiques participatives de coproduction des savoirs intéressent et travaillent de jour en jour un peu plus le monde de l'ESR – et en premier lieu les chercheurs eux-mêmes –, elles ne manquent pas de l'interroger, questionnant à nouveaux frais le principe fondateur de l'autonomie de la recherche par rapport aux

affaires de la cité, et interrogeant plus globalement les frontières entre des mondes différents et enchâssés : ceux de la recherche et de l'innovation, de la recherche et de l'expertise, de la recherche et de la militance.

Si ces dynamiques sont de mieux en mieux appréhendées, balisées et documentées par la recherche, elles suscitent une multitude de questions épistémologiques et méthodologiques, déontologiques et éthiques, et même politiques et économiques. Portant la promesse de nouvelles formes de décloisonnement, de croisement et d'hybridation des savoirs, de démocratisation des connaissances et de formes plus équitables de distribution de l'innovation, elles suscitent également, du point de vue de l'ESR, des craintes de dévalorisation de la science et/ou d'instrumentalisation de la recherche.

D'où la nécessité d'espaces d'incubation à même d'accompagner les phases de « co-construction » de recherches dans lesquelles, par principe, « chacun apporte son expertise » (Antoine Petit, PDG du CNRS, 30 nov. 2020). Pour ce faire, il faut des espaces d'interconnaissance, du temps disponible, des méthodologies appropriables, des facilitateurs et inter médiateurs compétents et légitimes, à même de comprendre les différents enjeux à l'œuvre pour chaque catégorie d'acteurs, et de les socialiser au sein d'un protocole commun de travail de manière à valoriser les apports d'une discipline ou d'une catégorie de savoir vers une autre, le tout afin de garantir les conditions de possibilité de formes équitables et qualitatives de co-construction de recherches.

C'est sur l'ensemble de ces éléments que les deux MSH d'Occitanie entendent faire porter leur action et leurs réflexions, faisant directement appel à leurs différents domaines de compétences. A l'interface entre « politiques de site » et « politiques européennes et nationales de soutien aux projets interdisciplinaires » (Charte nationale des MSH), les MSH disposent en effet d'une connaissance relativement fine du territoire et de ses acteurs politiques, sociaux et économiques, mais aussi du monde de la recherche dans son ensemble, de ses modes de pilotage et d'organisation jusqu'aux questions d'ordre plus épistémologique, ordonnant le périmètre, les domaines d'objet et les corpus méthodologiques de chaque discipline. Dans l'accompagnement de projets de recherche « aux interfaces », elles figurent également, à l'image d'autres structures fédératives comme les Labex, comme des infrastructures intéressantes, à même de repérer les différentes ressources et compétences nécessaires afin d'initier le projet, et plus encore de mettre en relation ses différents animateurs, chercheurs de différentes disciplines et acteurs de terrain, via la constitution et l'entretien de cartographies et de réseaux d'acteurs. Ce travail de médiation implique également le développement de nouvelles compétences et fonctions, explorées et expérimentées dans les MSH depuis plusieurs années, et faisant aujourd'hui l'objet d'un travail de capitalisation initié notamment par le Groupe de travail « Recherche collaborative » porté à l'échelle nationale par le Réseau national des MSH.

Tout comme la Région, les deux MSH d'Occitanie ne sont ainsi pas entrées dans le projet « Laboratoires des transitions » vierges d'attentes et d'expériences. Après plusieurs ateliers de travail qui ont permis, entre les MSH et la Région, 1/ de construire une intelligibilité partagée du projet, et 2/ de préciser les objets et méthodologies au travail dans le Laboratoire des Transitions « 0 déchet » et « Engagement citoyen », la MSH SUD et la MSHS-T ont ainsi proposé d'accompagner la Région Occitanie via la constitution de deux équipes-chantier mixtes (associant notamment chercheurs et cadres territoriaux) et l'appui d'un dispositif d'animation, d'intermédiation et d'évaluation original faisant appel conjointement aux méthodes développées par deux de leurs plateformes – Trait d'union (MSH SUD) et IRCOT (MSHS-T) – et à celles développées par les services de la Région.

1.2. La préparation des chantiers mis en œuvre dans le cadre du laboratoire

L'expérimentation en cours au niveau du Laboratoire des Transitions a pour objectif de guider les politiques publiques sur des questions prioritaires pour la Région, et dont l'acteur Régional est le chef de file ou le catalyseur. Il s'agit également de contribuer à une meilleure connaissance des recherches collaboratives et participatives en cours, des innovations qu'elles génèrent et des éléments constitutifs des démarches scientifiques.

Deux chantiers exploratoires

Deux problématiques d'importance dans le cadre des transitions ont émergé :

L'engagement citoyen : La Région Occitanie souhaite favoriser sur son territoire une dynamique d'engagement des habitants en vue de favoriser la justice sociale, l'équité entre les différents territoires (ruraux, urbains, montagnards, littoraux, etc.) et le développement durable.

Le zéro déchet : Comment la Région pourrait-elle encourager le changement de comportement des citoyens vers le « zéro déchet », en s'appuyant notamment sur les collectivités locales compétentes ? L'objectif est d'éclairer les leviers de la prise de conscience et du passage à l'acte (obstacles, ressources...) puis d'alimenter les politiques incitatives.

Une collaboration avec les MSH

La Région s'est adressée aux Maisons des Sciences de l'Homme de Toulouse (MSHS-T) et Sud (MSH-SUD) pour identifier les thématiques autour desquelles mener cette expérimentation.

Repérées pour leurs travaux sur les questions des recherches collaboratives et par leurs approches complémentaires, la MSHS-T et la MSH SUD ont été sollicitées pour :

- Mettre en relation des experts des politiques publiques de la Région avec des chercheurs sur les deux sujets choisis : “Zéro déchet”, et “Engagement citoyen”.
- Expérimenter le « Laboratoire des transitions » durant une année à partir d’équipes chantiers dédiées.

Ce laboratoire s’appuiera sur les compétences complémentaires d’acteurs du tiers secteur de la recherche tels que *Echelles et Territoires* et la coopérative *Scool* (Occitanie Ouest) coordonnés au niveau de la plateforme Initiatives de Recherches Collaboratives Toulouse (IRCOT) à Toulouse et d’autres acteurs associatifs au niveau de la plateforme *Trait d’Union* (Occitanie Est).

2. La mise en place des chantiers du laboratoire

2.1. Deux MSH complémentaires

Le montage du Laboratoire des Transitions repose sur une aventure de co-construction, itérative et collaborative, entre l’acteur Régional et les deux MSH occitanes. Ces dernières ont mobilisé, pour le Laboratoire des Transitions, leurs dispositifs d’incubation et de recherche collaborative respectifs, dans un souci de complémentarité.

D’une part, à Toulouse, le Labex Structuration des Mondes Sociaux (SMS) et la MSHS-T, accompagnés par *Echelles et Territoires* et *SCOOOL*, une coopérative de recherches en sciences humaines et sociales, mènent depuis 2018, une série d’enquêtes sur les recherches collaboratives, entendues comme des collaborations entre monde académique et société civile sur le périmètre de l’Université Fédérale de Toulouse (UFT). Dans ce cadre, la démarche de la plateforme IRCOT a pour objectif principal de repérer la diversité des pratiques et des histoires de collaboration entre chercheurs et non chercheurs.

D’autre part, à Montpellier, la MSH SUD fonctionne également comme un outil de structuration du site Occitanie de l’Est pour l’incubation et l’accompagnement de programmes de recherche interdisciplinaires et novateurs. C’est notamment le cas de la plateforme collaborative *Trait d’Union* qui rapproche la communauté universitaire des autres acteurs sociaux pour accompagner les transitions du territoire, faire le recueil des demandes sociales, les traduire en questions de recherche et accompagner l’incubation de projet de recherche-action.

2.2. L'amorçage des chantiers

L'idée ici était d'explorer les publications des chercheurs et chercheuses essentiellement en Occitanie sur et autour de thèmes prioritaires, de manière, 1/ à mieux identifier le champ des entrées possibles, par la recherche, dans les thématiques proposées par la Région, et 2/ à repérer des collaborations possibles qui n'auraient pu se réaliser sans cet apport. Un travail d'état de l'art a permis de révéler l'étendue des travaux réalisés en Occitanie en lien avec ces deux thématiques et de produire une liste de travaux réalisés et de chercheurs basés en Occitanie et susceptibles d'être mobilisés dans les équipes-chantiers.

Repérage de travaux de recherche autour du zéro déchet et de l'engagement citoyen : un état de l'art pour guider les choix

Il s'est agi d'explorer, via les deux MSH, les recherches réalisées dans la Région autour des deux thématiques et de contacter un certain nombre de ces chercheur-se-s, après avoir parcouru leurs travaux, pour identifier avec eux certaines connaissances déjà produites par la recherche, mais non repérées par les services de la Région, ainsi que des pistes de recherche qu'ils estimeraient nécessaires de développer sur ces questions. En décembre 2021, un rapport d'exploration et de repérage des travaux de chercheurs et chercheuses en Occitanie a ainsi été produit sur les deux thématiques. Coordonné par Nathalie Chauvac (SCool), cet état de l'art s'est appuyé sur la compilation de plusieurs méthodes : 1/ une méthodologie précédemment développée par SCool et Échelles et territoires, en partenariat avec le projet Géosciences, visant initialement à identifier la production scientifique dans les petits sites de la Région, 2/ une requête par mots clés (Cécile Daguilhanes et Jean-Luc Demonsant, MSHS-T), complétée par 3/, une enquête au sein des réseaux de recherche de la MSH SUD en Occitanie Est (Julien Mary, MSH SUD).

Résultats :

- Zéro déchet : plus de 2000 références trouvées pour le mot « déchet » (industries, approche par filière, chercheur en Région, terrain d'étude en Région...). Une quinzaine des chercheurs identifiés a priori.
- Engagement citoyen : plus de 360 références sur HAL (archives ouvertes) (démocratie participative, mobilisation citoyenne, projet citoyen, militantisme, résistance éclairée...). Une trentaine des chercheurs identifiés a priori.

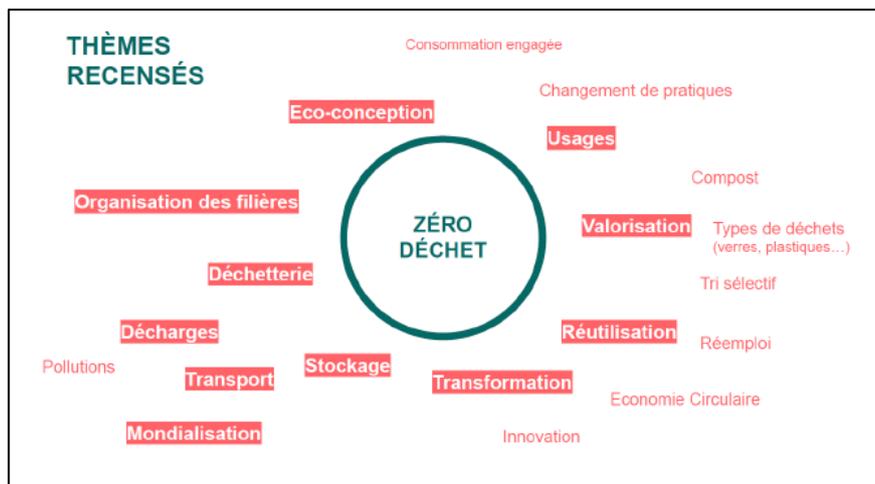
A partir du recueil des recherches thématiques et des travaux menés, et la constitution d'une liste de chercheurs basés en Occitanie, un arbitrage a été mené conjointement entre les services de la Région et les acteurs des MSH pour cibler les axes prioritaires sur les deux chantiers. Les échanges au sein de l'équipe du Laboratoire des Transitions ont

en effet permis de définir le périmètre de chaque thématique, en insistant sur le fait que c'est plutôt le niveau d'avancement du travail des chercheurs sur le terrain (Région Occitanie) et leurs disponibilité/motivation qui devaient déterminer les axes de travail dans chaque équipe-chantier et permettre à la MSH-Sud de rentrer en contact avec les chercheurs et chercheuses pour la suite du projet.

Ainsi, il est à noter que, si cet arbitrage a permis efficacement de circonscrire le périmètre de deux équipes-chantiers exploratoires, l'état de l'art renferme un champ des possibles beaucoup plus large, qu'il sera possible d'exploiter, dans l'avenir, pour explorer d'autres orientations sur les deux thématiques privilégiées.

Au final, l'analyse de la bibliographie recensée a permis de cibler une trentaine de publications nous paraissant susceptibles, pour chaque thématique, d'identifier des chercheurs et chercheuses motivés à participer aux ateliers futurs. Ce travail a été complété par des entretiens exploratoires afin de voir comment des chercheurs et chercheuses recevaient ce projet, et dans quelles conditions leur participation pouvait avoir lieu. En complément de cet état de l'art reposant sur une analyse bibliométrique, le travail d'identification des chercheurs a été complété et enrichi par une démarche reposant sur la connaissance qu'ont les MSH du terrain, considérant, 1/ la prise en compte des aptitudes « a priori » des chercheurs ciblés dans l'état de l'art à s'inscrire durablement et s'impliquer dans une telle aventure, et 2/ la nécessité de se doter des moyens complémentaires à l'analyse bibliométrique, visant à repérer les domaines émergents dans le cadre desquels les travaux n'avaient pas encore été publiés.

Thèmes recensés autour du zéro déchet



Source : Rapport intermédiaire Labo de transitions, décembre 2021

Les travaux de recherche repérés permettent de nourrir la réflexion de la Région sur le thème zéro déchet et amènent à explorer plusieurs pistes : leur valorisation en

ressources (économie circulaire), une approche par filières de production, l'évolution des pratiques et des usages. L'existence de ces travaux et leurs résultats peuvent être des leviers d'action sur le rapport des citoyen·nes aux déchets, afin d'aller à l'encontre d'un renoncement face à l'ampleur de la tâche. Les travaux autour de la valorisation des déchets, de ses contraintes et de ses effets, soulève aussi des questions techniques (surtout en sciences dures), et abordent également la dimension sociale et la question de l'évolution des structures et organisations nécessaires pour arriver au zéro déchet. Il s'avère enfin que le zéro déchet n'est possible que par la mobilisation des acteurs producteurs des déchets, qu'ils soient en bout de chaîne (particuliers, consommateurs) ou fabricants.

Sur base de cette analyse, 16 chercheurs ont été identifiés.

Thèmes recensés autour de l'engagement citoyen

Nos recherches se sont appuyées sur des travaux en cours dans le champ des sciences de l'éducation et de la géographie, et ont exploré 4 sous-thématiques proches du concept d'engagement citoyen :

- Projet citoyen.
- Mobilisation citoyenne, phénomène NIMBY, résistance « éclairée » aux projets.
- Participation citoyenne.
- Recherches participatives.

Sur une notion proche de l'engagement citoyen qui est le "projet citoyen", nous avons repéré les travaux de chercheurs toulousains qui portent principalement sur la question de l'énergie. Autre notion proche de l'engagement citoyen, la notion de mobilisation citoyenne. Ici, il est question de mobilisations collectives qui s'inscrivent le plus souvent contre des projets d'aménagement ou en réaction à des catastrophes naturelles ou industrielles. Du côté de la notion de participation citoyenne, là encore proche de la notion d'engagement citoyen, celle-ci est mobilisée par les chercheurs autour de différentes thématiques, notamment de la santé et des arts. D'autres chercheurs encore se sont intéressés aux moyens d'intégrer les citoyens à leurs réflexions, notamment en matière de gestion des risques et de tourisme.

Sur base de cette exploration, 18 chercheurs ont été identifiés.

Entrée en dialogue et embarquement des chercheurs dans l'aventure

Pour préparer la construction des chantiers du Laboratoire des Transitions, nous avons réalisé des entretiens exploratoires avec des chercheurs identifiés. Il s'agissait de tester leur intérêt pour la démarche et la manière dont était reçue la proposition de participation au laboratoire de transitions, et d'identifier éventuellement d'autres pistes de chercheurs à mobiliser.

A l'issue de ces entretiens exploratoires, une stratégie d'embarquement des chercheurs dans les deux chantiers a été élaborée entre les deux MSH et la Région. Les rôles et fonctions de chacun ont été définis (incluant la mise en place d'un comité de suivi), ainsi qu'un calendrier des activités et les livrables attendus. Le périmètre des équipes-chantiers (zéro déchet et engagement citoyen) a été défini.

Précisions sur le périmètre de l'équipe-chantier « engagement citoyen » : « Jeunesse, engagement et citoyenneté en Occitanie »

- la jeunesse (à travers l'éducation à la citoyenneté ; concept de « parcours du lycéen citoyen ») ;
- parcours d'engagement/trajectoires d'engagement. La « Fondation des bénévoles » ;
- les outils d'interpellation : tels qu'ils sont conçus, ils amènent les citoyens à toujours se positionner « contre » et beaucoup plus rarement au travers de propositions constructives ;
- le bien-être et, dans une moindre mesure, la santé ;
- les inégalités (d'accès aux outils, aux parcours d'engagement, à la représentation, etc.).

Précisions sur le périmètre de l'équipe-chantier « zéro déchet » : « Représentations et pratiques liées aux déchets industriels et de la construction »

- ne pas se centrer uniquement sur l'aspect gestion des déchets (des déchets déjà produits), mais sur la réduction de la production des déchets ;
- comportements citoyens/changements de pratiques ;
- réaction des usagers à l'imposition de normes, ainsi que la manière dont on renseigne effectivement les usagers ;
- ne pas se centrer uniquement sur les aspects techniques ; éviter une approche trop technologique ou techniciste (la question des déchets électroniques et électriques est largement traitée par les services de la Région) ;
- travailler sur les représentations, la visibilité/invisibilité (ou in/out), les connaissances disponibles (ou non) ;
- chaîne de valeur (économique, les chaînes de production), en lien avec les productions industrielles ;
- déchets de la construction.

La prise de contact avec les chercheurs susceptibles de rejoindre l'expérimentation s'est alors faite par téléphone en vue de leur engagement dans l'aventure sur une base volontaire et en fonction de leur disponibilité. Une contrainte forte qui s'est posée quant à l'engagement des chercheurs (disponibilités, sujets, statuts, habitudes de collaboration...) réside dans la temporalité de l'expérimentation (mobilisation en

continue sur une année). Au final, 3 chercheurs ont été embarqués pour chacune des équipes chantier.

Concernant le processus d'enrôlement et d'intéressement, les MSH ont contacté de préférence des chercheurs déjà repérés et reconnus pour leurs ouvertures à la collaboration (avec des acteurs non académiques et dans un cadre interdisciplinaire).

3. La structuration du dispositif d'expérimentation : pilotage, évaluation embarquée et chantiers

Au démarrage des chantiers en janvier 2022, une séquence de 5 réunions des équipes chantiers a été programmée. En parallèle, les premiers acteurs du dialogue entre MSH et Région se sont constitués en comité de suivi, instance de pilotage de l'expérimentation.

3.1. Pilotage et évaluation embarquée de l'expérimentation

Les échanges au sein du comité de suivi du laboratoire des transitions ont témoigné de la mise en place d'une relation de « co-formation » / « co-apprentissage » qui s'est traduite progressivement en objectifs partagés. Dans le cadre de cette démarche partenariale itérative et co-constructive, les acteurs ont accepté de sortir de leur zone de confiance en adoptant une posture d'accompagnement mutuel, au-delà de la relation de commanditaire à prestataire entre les services de la Région, les MSH et les chercheurs. De plus, l'ensemble des acteurs embarqués se sont accordés sur le fait que différentes catégories de savoirs étaient légitimes dans le processus en toute équité, c'est à dire sans nourrir d'asymétries fortes entre les acteurs ni gommer leurs différences. Il s'est agi d'être capable de mobiliser ces différentes catégories de savoirs à leur juste place dans le processus collectif et de les situer dans leurs conditions et contextes de production pour en déterminer la portée et les limites de mobilisation et d'application.

Ce processus de co-formation est allée de pair avec une démarche d'évaluation embarquée qui a été légitimée par l'ensemble des parties prenantes et a renforcé, à travers les échanges entre membres du laboratoire et animateurs de l'évaluation, une attitude réflexive vis-à-vis de la place de chacun dans l'expérimentation en cours.

Cette approche évaluative, prévue dès le départ de l'expérimentation, prévoyait tout au long de celle-ci, de mesurer, à travers l'observation participante et la conduite d'une série d'entretiens individuels, les engagements réciproques des parties prenantes : les MSH, la Région, les chercheurs. Elle est dite embarquée parce que réalisée tout au long du processus, et au plus près des acteurs de celui-ci.

Initialement confiée à la MSH de Toulouse (qui l'a elle-même déléguée à IRCOT), il est apparu très vite intéressant de faire porter cette évaluation par un binôme en y associant un agent de la Région. Ainsi, à l'image de cette expérimentation du Laboratoire des Transitions, ce dispositif spécifique d'évaluation a aussi eu l'ambition de faire dialoguer deux cultures évaluatives, et d'opérer une évaluation hybride.

Une caractéristique intéressante a été la proximité de cette évaluation avec le processus général, avec la participation du binôme d'évaluateurs à la fois aux équipes chantier et au comité de suivi qui constituait l'instance de pilotage. Ceci a permis qu'elle contribue de manière déterminante au pilotage du projet, confirmant des intuitions, formalisant des alertes ou point de vigilance, voire des propositions.

Un livrable spécifique a été rédigé qui précise le dispositif, l'analyse du processus collaboratif, le bilan de l'expérimentation et les préconisations afférentes¹.

Au fil des réunions, l'évaluation a avancé sur les pratiques et les biais liés à la temporalité de l'expérimentation : le temps de la recherche, le temps du projet, le temps des politiques publiques, le temps de la collaboration (avec des temps collectifs forts de co-construction en alternance avec des phases de travail asynchrone utiles pour structurer le dialogue et la construction des savoirs et la définition d'objectifs communs ou partagés).

Au fil de l'expérience, le collectif du comité de suivi a réorienté la méthode d'animation pour mieux accompagner les équipes chantiers vers un objectif commun structurant prenant en compte les attentes des chercheurs autour de sujets mieux circonscrits (« habitat durable » d'une part, « engagement des jeunes » d'autre part).

Tableau 8 : Liste des participants aux comités de suivi

Jean-Noël Murgia, Antoine Foucault, Meiling Lay Son, Laurène Streiff, Maud Murgue (Région Occitanie), Félicie Drouilleau Gay, Aurélie Binot, Julien Mary (MSH-Sud), Philippe Terral, Brice Navereau (MSHS-T)
--

¹ Evaluation Embarquée. Laboratoire des transitions. Région Occitanie, MSHS-T, MSH SUD. Octobre 2022

3.2. Equipe chantier « Engagement citoyen »

Les protagonistes (au niveau de la Région, des unités de recherche et des MSH) ont été mis en relation afin de susciter les premiers échanges et d'explicitier les attendus de chacun. Chacun ayant présenté ses approches du sujet et des dispositifs et propositions d'apports méthodologiques et résultats déjà obtenus, une thématique de travail a pu être définie de manière consensuelle : *Jeunesse, engagement et citoyenneté en Occitanie*. Un premier objectif, encore à préciser quant aux livrables et attendus du chantier, a été défini, qui consiste à produire des recommandations à partir des résultats existants (issus de la recherche ou des travaux de la Région).

Dans les échanges qui ont suivi, les travaux de recherche sur l'« engagement citoyen » ont été présentés (travaux de recherches de Léa Sébastien sur les initiatives de résistances et de transitions dans les territoires et pour Agnieszka Jeziorski les Principaux résultats du projet ANR EIEDD sur l'« Engagement écocitoyen de jeunes en fin de scolarité obligatoire et territoires »), ainsi qu'un panorama des initiatives participatives menées par la Région (Proposition de travail sur une thématique et accompagnement au dispositif).

Un espace d'échanges s'est instauré entre les participants, qui ont répondu à tour de rôle aux différentes questions préparées en amont.

Afin de concrétiser les échanges, il a été proposé d'organiser les discussions en trois volets : définitions, identification des problématiques communes et ensuite proposer des recommandations pour susciter l'engagement des jeunes par les institutions.

Un outil numérique a permis de consolider plusieurs définitions, l'idée étant de donner un signifié commun aux mots utilisés, ainsi chaque participant a pu s'exprimer, entre autres, sur ce qu'il entendait par « engagement », « éco-citoyenneté », « transition », « résilience ».

Par ailleurs, des sujets de recherche tels que : les représentations des interactions entre problématiques locales et globales, le rôle que joue le territoire dans l'intensité de l'engagement ; étudier l'engagement comme forme d'apprentissage sur le long terme, étudier le lien avec les institutions, etc. sont autant de sujets qui intéressent les chercheuses présentes ainsi que les services de la Région.

En ce qui concerne les pistes et recommandations pour susciter, favoriser et valoriser l'engagement des jeunes, on peut citer : rencontrer des jeunes, les écouter pour mieux connaître leurs besoins ; étudier les modes et les trajectoires d'engagement des jeunes adultes ; diversifier les terrains d'étude, mettre en place des projets innovants d'éducation en associant les milieux formels (Education Nationale) et non formels

(associations) ; développer des compétences politiques : les faire parler sur des enjeux qui les concernent ; etc.

Ces échanges ont nourri le livrable « Quels freins et quels leviers à l'engagement citoyen, et notamment à l'engagement des jeunes ? »².

Tableau 1 : Présentation des participants à l'équipe chantier et modalités de participation

<p>Partenaires chercheurs</p> <p>Agnieszka Jeziorski Maitre de conférence / Science de l'éducation, Université de Montpellier 3 Laboratoire LIRDEF/ Membre du Réseau universitaire pour la formation et l'éducation à un développement durable (RéUniFEDD)</p> <p>Thèmes de recherche Étude des représentations sociales, des rapports aux savoirs, de l'engagement scolaire et de l'engagement écocitoyen</p> <p>Léa Sébastien (ATECOPOL/ Transilab) Maitre de Conférence/ Géographie, Université de Toulouse 2 Laboratoire GEODE</p> <p>Thèmes de recherche Les recherches participatives, les conflits d'aménagement, l'attachement au lieu et les indicateurs de durabilité</p> <p>Services de la Région Laurène Streiff (Directrice Direction de Mission Participation et Engagement Citoyen) Jean-Noel Murgia (Responsable de mission prospective Direction de Mission Coordination de l'Innovation) Maud Murgue (Chargée de projet évaluation Direction de Mission Coordination de l'Innovation) Meiling Lay-Son (Chargée de projet Direction de l'Industrie, de l'Innovation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur)</p> <p>MSH Brice Navereau (Echelles et Territoires) Félicie Drouilleau Gay (MSH-Sud)</p>
--

3.3. Equipe chantier « Zéro déchet »

Les premières réunions ont permis que les participants se présentent mutuellement et échangent sur leurs attendus respectifs.

Les chercheurs sont arrivés à la conclusion qu'il est difficile de sortir d'un positionnement « académique » classique (descendre du piédestal de « chercheurs » ,

² Quels freins et quels leviers à l'engagement citoyen, et notamment à l'engagement des jeunes ? Laboratoire des transitions. Région Occitanie, MSHS-T, MSH SUD. Septembre 2022

sortir de cadres méthodologiques éprouvés). La temporalité du Laboratoire des Transitions (cycle d'un an) a été perçue comme contraignante pour les chercheurs et ces derniers ont questionné les possibilités de valoriser cet investissement en temps sous forme de publications académiques.

Une proposition de mise en commun des résultats de recherche pour les politiques publiques a fait consensus, visant à faire remonter des éléments de réflexion, des analyses observées sur le terrain tout en s'autorisant à réinvestir et valoriser des travaux antérieurs.

Du côté des services de la Région, la dynamique collaborative a été perçue comme novatrice. Les acteurs de la Région ont proposé (1) d'installer une dynamique où les politiques publiques puissent aussi orienter les thématiques de recherche, (2) d'assurer une traduction des travaux de recherche en recommandations concrètes et (3) d'améliorer les connaissances sur le sujet : décrypter le tissu économique et les pratiques (type de matériau utilisé, de produit, etc.), avoir une meilleure connaissance des matériaux, avoir une meilleure connaissance économique (quels secteurs mobilisent des matériaux, quelle potentialité d'innovation, quelle relation entre les éco-organismes et la Région, etc.).

Les échanges suivants ont permis de présenter les travaux de recherche en cours (notamment travail de thèse doctorale en cours sur les déchets du BTP), procéder à un état des lieux des travaux en SHS sur la gestion des déchets et de faire le tour des questions émergentes.

En parallèle, la Région a pu présenter les dispositifs connexes et en particulier « l'expérience de la Région Occitanie sur l'Economie Circulaire et les déchets du BTP ». Les participants ont présenté leurs expériences et échangé autour des déchets issus du BTP. Il a donc été proposé de recentrer le travail sur cette question. Ensuite, les participants se sont réorientés vers la thématique de l'« Habitat durable », en lien avec la présentation de l'intention et du projet de Plan Habitat Durable (Karine Freu).

Suite à une séquence de questions/réponses, les chercheurs ont sélectionné différents domaines et thèmes du Plan Habitat Durable sur lesquels ils pourraient apporter une « expertise » et des préconisations. Conscients que le sujet restait très large, ils ont souhaité définir des sous-thématiques ciblées qui complèteraient le dispositif au regard d'un élargissement des points de vue.

Au même titre que pour l'engagement citoyen, les participants ont travaillé sur la définition des concepts clés sur la thématique de l'habitat durable et sur une priorisation des termes jugés opportuns au regard des degrés d'expertises des chercheurs et des intérêts des services de la Région.

Via un tableau numérique en ligne les participants ont pu travailler selon des modalités collectives et partager les points de vue (lexicaux, sémantiques et disciplinaires).

La contribution de l'équipe chantier au futur Plan Habitat Durable de la Région s'est ainsi matérialisée par un approfondissement de thématiques et concepts suivants : urbanisme circulaire, espaces vulnérables, réciprocité/interdépendances et dépendance pétrole. Pour chaque thématique, des éléments de définition, des points de vigilance et de leviers ont pu être identifiés.

Le chantier s'est terminé par une séquence de présentation à la Vice-Présidente en charge de l'Habitat Durable, par l'ensemble des membres de l'équipe chantier dont les chercheurs. Elle a permis de prolonger la réflexion sur la base des préconisations déterminées lors des travaux.

Le détail de ces réflexions se trouve dans le livrable « Chantier Zéro Déchets / Habitat Durable »³.

Tableau 2 : Présentation des participants à l'équipe chantier « zéro déchets » et modalités de participation

Partenaires chercheurs

Jérémy Cavé (ATECOPOL/Transilab)

Docteur en Aménagement de l'espace et Urbanisme et est diplômé de Sciences Po Paris.

Il est consultant indépendant en écologie urbaine. Il enseigne à Sciences Po Toulouse et à l'ENGREF (Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts).

Thèmes de recherche

Economie politique de la gestion des déchets urbains

David Giband

Professeur des Universités / Géographie-Aménagement, Université de Perpignan VD

Laboratoire ART-DEV

Thèmes de recherche

Les politiques urbaines, la politique de la ville, les inégalités, les métropoles, la géographie urbaine et sociale, sur différents terrains d'études (États-Unis, France, Espagne)

Aurélié Dupond- Camara

Doctorante en aménagement, Université de Perpignan VD

Laboratoire ART-DEV

Thèmes de recherche

Titre de sa thèse en cours : "Déchets du BTP et Economie Circulaire en Occitanie : de la matière déchue au matériau socio-politique ! Une lecture matérielle pour saisir la fabrique des transitions écologiques dans la construction en Région."

Services de la Région

³ Chantier Zéro Déchets / Habitat Durable. Laboratoire des transitions. Région Occitanie, MSHS-T, MSH SUD. Septembre 2022

Laurène Streiff (Directrice Direction de Mission Participation et Engagement Citoyen)
Jean-Noel Murgia (Responsable de mission prospective Direction de Mission Coordination de l'Innovation)
Maud Murgue (Chargée de projet évaluation Direction de Mission Coordination de l'Innovation)
Meiling Lay-Son (Chargée de projet Direction de l'Industrie, de l'Innovation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur)

MSH

Brice Navereau (Echelles et Territoires)
Félicie Drouilleau Gay (MSH-Sud)

4. Les valorisations, les perspectives du Laboratoire des Transitions

Dès le printemps 2022, l'équipe du « Laboratoire des Transitions » s'est interrogée sur les pistes de « valorisation » de cette expérience. Ce questionnement s'est traduit par la formation d'un groupe de travail, émanant du comité de suivi (Jean-Noël Murgia, Julien Mary, Meiling Lay Son), qui a eu en charge de conduire un exercice prospectif en vue de soumettre quelques idées maitresses en termes d'enjeux d'information, de communication et de valorisation.

Afin d'affiner la feuille de route du labo (comité de suivi et équipes-chantiers), une démarche de co-construction de chemin d'impact reposant sur une approche *IMPRESS ex Ante*⁴, a également été implémentée à l'été 2022.

4.1. Enjeux d'information, de communication et de valorisation

Publics cibles

L'une des premières tâches du groupe de travail « Valorisation » a été de proposer une grille des publics potentiellement destinataires des résultats du Laboratoire des Transitions :

⁴ Blundo Canto Genowefa, De Romemont Aurelle, Hainzelin Etienne, Faure Guy, Monier Christelle, Triomphe Bernard, Barret Danielle, Vall Eric. 2020. ImpresS ex ante. Démarche pour co-construire ex ante les chemins d'impact de la recherche pour le développement. Guide méthodologique ImpresS ex ante (Deuxième version). Montpellier : CIRAD, 76 p. ISBN 978-2-87614-759-1

- Les aventuriers du Labo des Transitions : le premier cercle (comité de suivi) et les chercheurs embarqués dans le dispositif.
- Les acteurs de la Région (collectivité/institution et administration) : les agents, leur hiérarchie à différents niveaux, et les élus.
- Les acteurs publics hors Région : (collectivités en Occitanie ou ailleurs, collectivités infra Régionales, autres Régions, etc.).
- La communauté des chercheurs (en s'appuyant sur les MSH pour la coordination), en veillant à adapter les supports de communication selon les disciplines et institutions de recherche (Universités, CNRS, INRAE et autres organismes, Grandes écoles). Le GT a invité à porter une attention particulière aux universités et organismes non-rompus à ce type de travail à l'interface sciences/politique, pour inspirer des modalités de collaboration Recherche-Société. En effet, *a fortiori* dans le contexte du dispositif « Sciences avec et pour la société » (SAPS), lancé en 2021 au niveau ministériel, l'invitation est faite aux acteurs de la recherche de se regrouper autour des universités pour construire un schéma opérationnel d'interaction sciences-société (avec un vice-président science et société, la création de réseaux et d'instruments dédiés, etc.). Les organismes de recherche se dotent aussi progressivement d'un agenda science/société, s'attachant notamment à construire un lien entre recherche et action politique : des réflexions que le Labo des transitions pourrait utilement documenter et outiller.
- Les acteurs sociaux non académiques, qu'ils soient porteurs d'initiatives explorant les transitions (tiers secteur de la recherche, collectifs citoyens « formés et informés », jeunes chercheurs qui développent des actions de recherche-action hors statut académique...) ou « simples » habitants des territoires.
- Les médias, en sélectionnant des supports de communication grand public (en lien avec le service communication de la Région).

Objectifs de la valorisation et messages clés

Le groupe de travail « Valorisation » s'est également interrogé sur les effets attendus de la démarche d'information/communication/valorisation menée au niveau du Laboratoire des Transitions. En effet, selon les publics, les enjeux varient quant aux attendus sur le processus collaboratif à l'œuvre : certains publics peuvent être conduits à s'impliquer dans le labo des transitions, pour d'autres, il s'agit avant tout de les informer.

Au-delà, les objectifs de valorisation du labo des transitions sont de deux ordres : méthodologiques et thématiques.

Du point de vue thématique, les états de l'art et les travaux des équipes-chantiers ont permis de construire un socle de connaissances déjà produites par la recherche et

susceptibles d'outiller les politiques publiques Régionales. Sur cette base, la collaboration entre la recherche et les services de la Région a également permis d'isoler des manques de connaissances susceptibles d'être travaillées par de nouveaux projets de recherche, comme par exemple autour de la thématique « Engagement citoyen ». Chaque équipe-chantier a aussi permis de structurer des recommandations, à l'image de l'équipe « zéro déchet » dont les travaux ont permis de documenter le futur Plan Habitat Durable de la Région Occitanie.

Enfin, au-delà des productions des équipes-chantier, le comité de suivi a alimenté la constitution d'un socle de valorisation méthodologique, au sens où les méthodes de documentation, d'animation, de traduction, de co-construction et de suivi-évaluation, expérimentées dans le cadre du labo des transitions ont permis d'initier un premier balisage des interactions possibles entre recherche et politiques publiques. Ici, l'un des modes de valorisation possibles et privilégié par les acteurs du labo des transitions consisterait à faire de ce socle la base d'un laboratoire commun à même de structurer les interactions entre recherche et politiques publiques dans la durée. Au-delà, cette démarche pourrait être ouverte à d'autres acteurs du territoire, dans une démarche globale de traduction des résultats du laboratoire et de co-construction des activités qui en découlent au niveau d'un espace de concertation multi-acteurs dont le périmètre reste à préciser (thématiques, enjeux opérationnels, publics...).

Formats de valorisation

Aujourd'hui, plusieurs pistes de valorisation sont à l'étude (articles scientifiques, policy briefs, colloques, projets de recherche, etc.). L'une d'entre elles donnera lieu à une réalisation d'ici la fin de l'année 2022 : une courte vidéo présentant le labo des transitions, co-construite entre un groupe de travail émanant du comité de suivi (Jean-Noël Murgia, Meiling Lay Son, Julien Mary) et le service audiovisuel de la MSH SUD (Pierre-Olivier Gaumin et Jean-Baptiste Sauret). A l'heure où nous rédigeons le présent rapport, le synopsis de la vidéo est en voie de finalisation. Destinée à un public varié, la vidéo retrace le chemin du labo des transitions, depuis les premières intentions jusqu'aux livrables du projet.

4.2. Chemin d'impact

La co-construction d'une théorie de changement acteurs-centrée et d'un chemin d'impact associé a permis d'explorer les perspectives de pérennisation de l'expérience « Laboratoire des Transitions ».

Les activités menées ont été remises en perspective de la vision du futur qui avait guidé toute la démarche (au niveau du comité de suivi) et de l'explicitation des résultats attendus et des changements à mettre en œuvre pour l'ensemble des acteurs impliqués.

Nous nous sommes appuyés sur une démarche *ex Ante* de cartographie des résultats autour des questions suivantes :

- Quels sont les impacts auxquels nous voulons contribuer ? Quelle est la vision de l'avenir à laquelle nous voulons contribuer ? Quels sont les principaux problèmes qui empêchent de l'atteindre ?
- Qui sera impacté ? Qui sont les principaux acteurs protagonistes ? Comment nos actions les influenceraient ?
- Quels changements sont nécessaires pour générer ces impacts ? Quels sont les changements souhaitables pour réaliser la vision ? Qui fera quoi différemment ?
- Quels sont les obstacles et opportunités pour ces changements ? Quelles stratégies/actions pouvons-nous mettre en œuvre pour surmonter ces obstacles et profiter des opportunités ? Les acteurs *Peuvent-ils changer ? Veulent-ils ? Savent-ils ? Ont-ils les capacités ? Existe-t-il un environnement, contexte, politiques propices au changement ?*
- Comment allons-nous contribuer à ces changements : activités, stratégies, ressources, réseaux ?

La démarche *Impress ex ante* permet de réfléchir aux activités menées, aux enjeux des partenariats et interventions (interdisciplinarité, vision systémique, lien aux transitions, enjeux sociétaux). Cette démarche permet de générer des outils de visualisation (graphes de résultats, arbres à problèmes, cartographie d'acteurs, chemin d'impact) pour expliciter les obstacles probables, les hypothèses sous-jacentes et les mécanismes attendus pour créer et appuyer les processus d'innovation qui génèrent des impacts dans la durée.

Il en a résulté des pistes d'action pour la seconde phase du laboratoire de transitions en lien avec la vision du futur souhaité par les acteurs à l'issue de la première année d'expérimentation.

A partir du discours des acteurs du comité de suivi, nous avons co-construit une représentation partagée du futur souhaité par les acteurs du Laboratoire des Transitions :

VISION

Passer d'une politique « en chambres » (grands plans, système rigide, exigence de répliquabilité) à une dynamique de co-construction de politiques publiques, conçues avec les habitants et intégrant les chercheurs en tant qu'acteurs de la décision à différents niveaux.

Accepter l'incertitude dans l'élaboration du projet stratégique avec humilité (dans la parole scientifique et le débat politique) dans le cadre d'une délibération collective.

PROBLEMATIQUE

Comment mettre en place cette démarche en s'appuyant sur des données robustes (scientifiques notamment) pour mieux réfléchir dans le cadre d'une élaboration partagée des connaissances, qui permet d'activer une élaboration participative de solutions ?

Direction générale cherchant à mettre en avant un certain nombre de chantiers visant à produire des expérimentations
« Région d'avance »
Reconnaissance nationale du rôle des MSH

Forces

Les limites de l'exercice de participation citoyenne sont reconnues, avantage comparatif d'une démarche « triptyque élus/citoyens/experts »
Posture d'ouverture, Envie de « faire ensemble », espace de dialogue en confiance du duo MSHs/Région

Difficulté de poser un cadre de travail qui permette la remise en question des propositions politiques et scientifiques (réunissant les experts les élus et les citoyens dans une démarche critique) → remise en cause des connaissances, fake news, enjeux de légitimité

La prise urgente de décisions dans l'incertitude entame la crédibilité politique et scientifique

Faiblesses

Les exercices participatifs reposent surtout des approches « sciences citoyennes » insuffisantes pour notre problématique
Difficulté de pérenniser les ressources (RH et moyens)
Reporting entre services et élus et canaux de diffusion complexes et incertains

Un arbre à problèmes mettant en évidence les liens de causalités entre le problème racine (Les connaissances des chercheurs ne nourrissent pas assez l'action publique) et d'autres problèmes a alors été réalisé (annexe 1).

A partir de là, nous avons pu cartographier un chemin d'impact (présenté en annexe 2) qui met en relation, autour de l'impact attendu d'activation de l'intelligence collective au service du bien commun, de la co-construction entre acteurs politiques, scientifiques et sociaux et de la validation des socles de connaissance, les changements majeurs à mettre en place à travers l'accompagnement des acteurs du laboratoire.

En lien avec les différentes activités identifiées pour poursuivre l'expérience, un ensemble d'actions prioritaires a été proposé, faisant office de recommandations pour la prochaine phase du Laboratoire des Transitions :

Animer un réseau d'acteurs

- Recenser les initiatives citoyennes (cartographie des acteurs associatifs, des tiers-lieux).
- Diffuser les initiatives autour des transitions.
- Espace de co-formation, d'apprentissage.
- Rôle de vigie (prioriser les enjeux).

- Être repéré dans l'univers de « l'hybride » et des innovations.
- Point de rencontre humain.
- Proposer des preuves de concept (« rendre compte » par le dispositif Laboratoire des Transitions).

Atteindre les citoyens

Constituer un Comité de suivi mettant les citoyens en atelier de travail, en discussion en rapport direct avec des élus pour reprendre certaines des propositions précises, dans le cadre d'un périmètre réduit.

Formaliser le Laboratoire des Transitions en tant que tiers lieux où il se passe une production de communs.

Poursuivre l'exploration des formats et tester la pertinence d'une démarche de type « Observatoire ».

Recruter un animateur

Il est indispensable de se doter de compétences de coordination/facilitation qui se situent à l'interface entre réflexivité, gestion et animation

- capacité à appréhender le processus d'accompagnement comme un objet réflexif en évolution permanente ;
- capacités d'intermédiation ;
- compréhension des enjeux de traduction.

Ces pistes font totalement écho aux préconisations de l'évaluation embarquée (1. Consolider le cadre expérimental pour favoriser l'engagement dans la collaboration ; 2. Renforcer et « professionnaliser » les fonctions supports pour accompagner la collaboration ; 3. Installer un dispositif pérenne pour ancrer la collaboration dans la durée).

4.3. Les recommandations du comité de suivi en fin d'expérimentation

Nourris par les enseignements de cette expérience collective, formalisés notamment dans le cadre de l'exercice du chemin d'impact (cf.4.2) ainsi que par l'évaluation embarquée (cf. 3.1 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**), les membres du comité de suivi ont établi les recommandations suivantes pour une suite possible au Laboratoire des Transitions.

L'idée de base est d'**établir une passerelle permanente d'intermédiation entre les politiques publiques Régionales et le monde académique**, visant à faire connaître, fluidifier et solidifier les possibilités de mise en œuvre des dispositifs mobilisables dans le cadre de la finalité générale « Science et société ».

La structuration se réalise à deux niveaux

Un comité de suivi qui constitue un espace :

- d'échanges réguliers entre recherche et politique publique Régionale ;
- de qualification des demandes et d'orientation vers les dispositifs ou acteurs pertinents ;
- avec une équipe cœur composée de la Région (DMCI et DIRES) et des 2 MSH (Toulouse et Sud) et d'invités liés aux sujets inscrits à l'ordre du jour (porteurs de projet côté recherche ou Régional, incubateurs de recherche participatives...) ;
- de réunions régulières (une fois toutes les 6 semaines) ;
- doté d'un secrétariat général, également chargé de fonctions de coordination, d'animation et de traduction (binôme Montpellier Toulouse) en lien avec les ingénieurs de recherche.

Un binôme d'ingénieurs de recherche

Ces personnes sont chargées de l'animation générale du processus en termes d'ingénierie, de traduction, d'évaluation.

Ils sont en lien étroit avec le secrétariat général du comité de suivi.

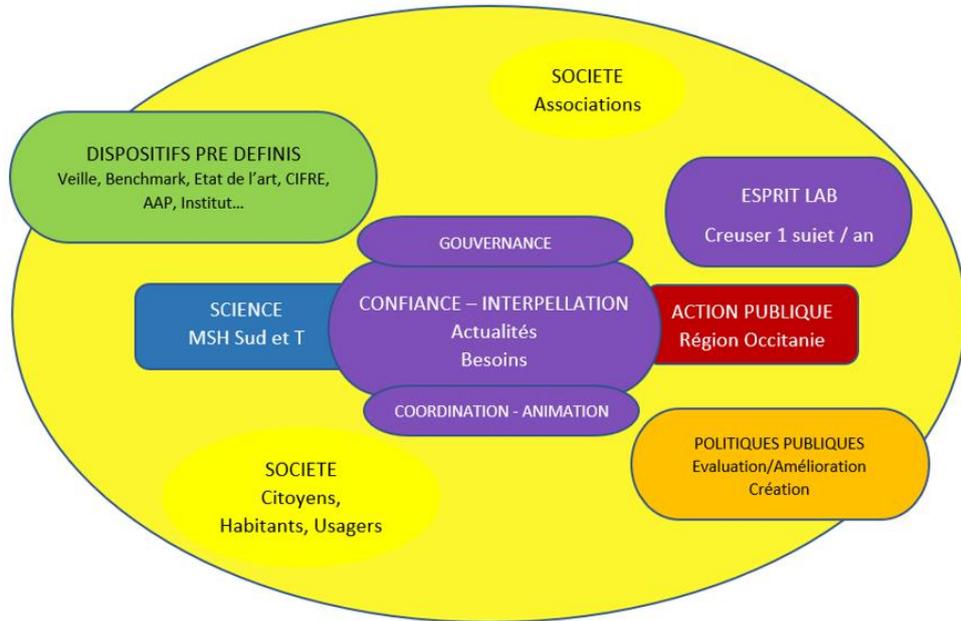
Le financement

Il est proposé d'orienter des financements au sein de programmes déjà existants de type PIA4, Appel à Projet Excellence, ExposUM ou Toulouse Initiative for Research Impact on Society (TIRIS).

Ainsi défini, le Laboratoire des transitions peut être illustré par le schéma suivant.

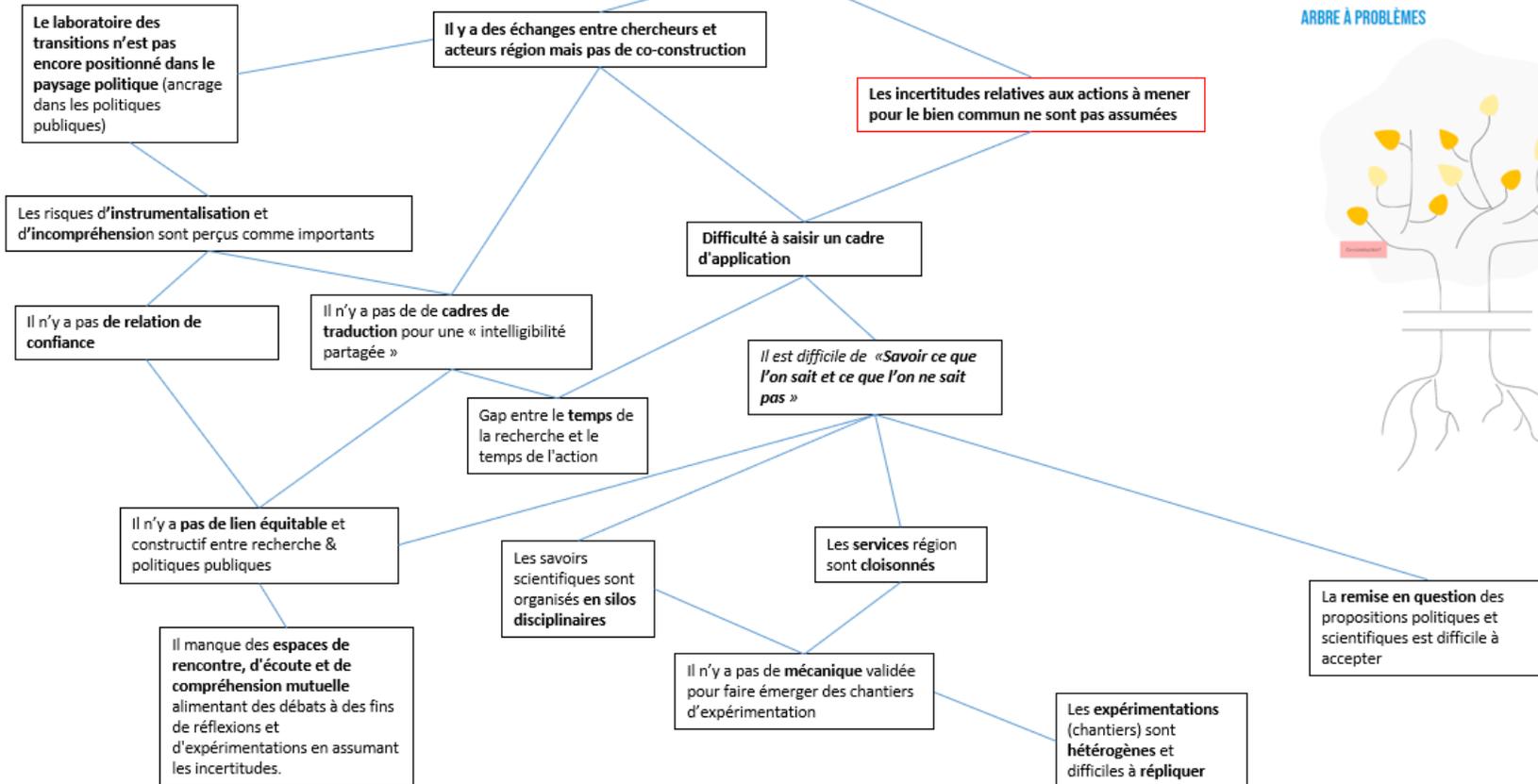


SCIENCE ET SOCIE

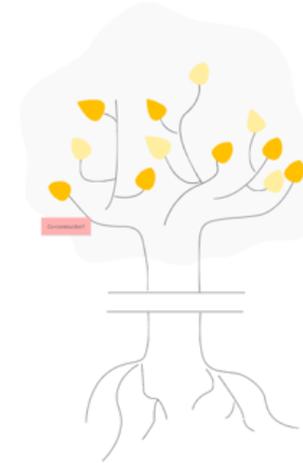


Annexe 1 : Arbre à problèmes

Les connaissances des chercheurs ne nourrissent pas assez l'action publique



ARBRE À PROBLÈMES



Annexe 2 : Chemin d'impact

